

# Au bon goût américain

## La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

La Fondation Ford a joué, de 1947 à 1966, un rôle clé dans les réseaux d'ingérence états-uniens en Europe en subventionnant des revues, des programmes scientifiques et des organisations de la gauche non-communiste. La plus grande fondation philanthropique du monde offrait en réalité une façade respectable aux opérations de financement et de contact de la CIA. Ce rôle était d'autant facilité que les mêmes personnalités ont façonné et dirigé les deux organisations. Premier volet de notre enquête sur la branche culturelle de l'interventionisme atlantique.

---

**5 avril 2004**

**Thèmes : Globalisation économique, privatisation des services publics**

La Fondation Ford a été créée, en 1936, par Henry Ford. Antisémitisme militant, il publia *La Juiverie internationale*<sup>1</sup>. Figure légendaire de l'industrie automobile, il soutint tous les projets totalitaires du XXe siècle : il finança le national-socialisme allemand avant 1933, fut décoré par le chancelier Hitler de la Grand Croix de l'aigle allemand, en 1938, et détint une large partie du capital du chimiste IG Farben, fabriquant du gaz Zyklon B. Dès les années 30, il construisit aussi les premières usines automobiles pour Staline, à Gorki, et continua dans les années 50 et 60 à fabriquer en URSS les véhicules destinés à l'armée nord-vietnamienne.

Mais ce n'est qu'à la mort d'Henry Ford, en avril 1947, que sa fondation prit toute son ampleur. Elle hérite alors de millions de parts des entreprises Ford pour une valeur de 70 millions de dollars. Elle devient ainsi la plus grande association philanthropique du monde. Comme l'affirme Henry Ford II, nouveau président du conseil d'administration, les années 1949-1950 « marquent un tournant dans l'histoire de la Fondation Ford ».

Ce tournant survient au moment où les États-Unis accèdent au statut de puissance mondiale de premier plan. À Washington, l'ancien ambassadeur en Union soviétique, le général George F. Kennan, mène campagne pour persuader ses concitoyens que le péril rouge est bien plus important que ne l'était la menace nazie. Il enjoint le président Truman de ne pas désarmer, mais de cacher la machine de guerre états-unienne et de se préparer à tout instant à un nouvel affrontement.

Il réussit à convaincre le secrétaire adjoint à la Guerre, John J. McCloy, de ne pas dissoudre les services secrets mis en place durant la Seconde Guerre mondiale, mais de les adapter à ces temps nouveaux. Il théorise le « stay-behind », un réseau initialement composé d'agents nazis et fascistes restés en arrière de la ligne de front lorsque le Reich capitula, puis retournés par les Anglo-États-uniens pour poursuivre leur lutte contre l'influence communiste en Europe.

De même, un groupe d'industriels, réunis autour du juriste H. Rowan Gaither Jr, parvient à empêcher le démantèlement du service de recherche et développement du secrétariat à la Guerre et le privatisent sous le nom de Rand Corporation (Rand est l'acronyme de Research And Developpment).

Poursuivant la logique à son terme, Kennan met en place une structure permanente secrète de l'appareil d'État via le National Security Act, validé par le Congrès en 1947. Il institue la CIA, le Conseil de sécurité nationale et l'État-major interarmes.

Ce dispositif se double d'un plan d'intervention publique, promu par le général George C. Marshall, sous forme de prêt à la reconstruction consentis aux États européens qui se placent dans le giron de Washington. Sa mise en œuvre est confiée à Paul G. Hoffman.

---

<sup>1</sup> The International Jew - The World's Foremost Problem

Les États-Unis et l'URSS se livrent désormais une guerre implacable, non pas directement sur le terrain militaire qu'ils évitent, mais dans les domaines politiques, intellectuels et sociaux. Leurs réalisations dans ces différents champs, comme, par exemple, la conquête spatiale, sont autant de victoires symboliques. Les fondations états-uniennes, au premier rang desquelles la Fondation Ford, seront les « soldats » de Washington dans cette « Guerre froide ».

La nouvelle dimension financière acquise par la fondation Ford en 1947 développe ses ambitions. Pour redéfinir ses objectifs, le conseil d'administration décide, à l'automne 1948, de commander « une étude détaillée (...) auprès de gens compétents et indépendants, afin de servir de guide sur la manière (...) dont les fonds élargis de la Fondation pourront être employés au mieux, dans l'intérêt général ».

La commission créée à cet effet est présidée par H. Rowan Gaither Jr, qui vient de créer la Rand Corporation, grâce aux garanties bancaires fournies par la fondation Ford. Gaither a été administrateur du MIT pendant la guerre, et a côtoyé les physiciens du Manhattan Project<sup>2</sup>. Sur les conseils de cette commission, le conseil d'administration débauche le patron du Plan Marshall, Paul G. Hoffman, et le nomme président de la Fondation. Il prend officiellement ses fonctions le 1er janvier 1951. Il incarne, selon le journaliste Volker R. Berghahn, « le rôle plus large et plus international que le rapport Gaither envisageait pour la Fondation »<sup>3</sup>. Le ton est donc donné : parallèlement au Réseau stay-behind dans le domaine politique et au Plan Marshall dans le domaine économique, la Fondation Ford sera le bras culturel des réseaux d'ingérence états-uniens en Europe.

Cependant, malgré les apparences, la Fondation n'est pas un seulement un outil supplémentaire dans le dispositif imaginé par Kennan en 1946-48, elle devient aussi une position de repli. En effet, dans l'élite dirigeante aux États-Unis, à la faveur de la guerre de Corée, le père de la Guerre froide a été doublé sur son extrême droite par un théoricien redoutable, Paul H. Nitze. De même, la vie politique intérieure est submergée par la « chasse aux sorcières » dont le sénateur Joseph McCarthy devient le leader.

La plupart des fondations qui prospèrent au sortir de la guerre dépensent la majeure partie de leur budget dans des programmes nationaux : la Fondation Ford dépense ainsi, de 1951 à 1960, 32,6 millions de dollars dans des programmes éducatifs, 75 millions pour l'enseignement de l'économie et de la gestion, et près de 300 millions pour les hôpitaux et les écoles de formation en médecine. Mais une partie de ses cadres souhaite diriger l'activité vers l'international. Une première tentative concerne le Free Russia Fund, dont la présidence est naturellement confiée au père de la Guerre froide, le général George F. Kennan, qui trouve là un point de chute pour poursuivre sa carrière. Son budget est de 200 000 dollars. En juillet 1951, la Fondation offre également 1,4 millions de dollars à la Free University, à Berlin-Ouest. Celle-ci a été fondée en 1948, alors la plus vieille université berlinoise, située dans le secteur soviétique, avait été « stalinisée ».

Dans le rapport annuel de 1951, Henry Ford mentionne la « création de conditions pour la paix ». Ce programme aurait pour objectif « d'essayer de réduire les tensions exacerbées par l'ignorance, l'envie et l'incompréhension » et « d'augmenter la maturité du jugement et la stabilité de la détermination aux États-Unis et à l'étranger ». Hoffman met sur pied une équipe destinée à promouvoir cette idée de « conditions pour la paix ». On retrouve autour de lui Rowan Gaither, mais aussi Milton Katz, son ancien assistant à l'administration du plan Marshall (ECA), et Robert M. Hutchins de l'université de Chicago. À partir du 1er janvier 1952, l'équipe est renforcée par un autre consultant de l'ECA, Richard M. Bissell Jr. Le 15 juillet 1952, les programmes internationaux de la Fondation Ford avoisinaient 13,8 millions de dollars, soit la moitié de la somme allouée aux programmes nationaux.

En mars 1952, Richard M. Bissell rédige un texte de seize pages qui s'intitule « Créer les conditions de la paix », fixant les grandes lignes du programme à venir. Selon le document, « l'objet de la Fondation doit être d'aider à créer un contexte dans lequel il sera possible pour l'Ouest, grâce à la nouvelle position de force militaire qu'il est en train de réaliser, de négocier une paix juste et honorable avec l'Est ». Cela passerait par « une discussion sur le désarmement » afin d'amener à la négociation, le tout en suscitant « une opinion publique favorable » au processus. Bissell rejette l'idée d'une confrontation directe, mais ne croit pas à l'éventualité d'un désarmement et d'une véritable paix. Il pense plutôt « que nous pouvons vivre dans le même monde que les Russes sans aller à la guerre contre eux, malgré des différences profondes et constantes dans notre état d'esprit et dans nos intérêts ». En cela, il théorise une doctrine proche de la « coexistence pacifique » prônée par Khrouchtchev, après la mort de Staline, en 1956.

La démarche modérée de Bissell s'applique identiquement au niveau national : selon lui, « l'état de l'opinion qui prévaut actuellement aux États-Unis est trop tendu et émotionnel, trop proche de ce qu'est une guerre de religion ». Il s'oppose donc au maccarthysme, mais conseille la prudence. Il considère que toute démarche

---

<sup>2</sup> Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme*, Fayard, 1995.

<sup>3</sup> Volker R. Berghahn, *America and the intellectual cold wars in Europe*, Princeton University Press, 2001.

ostensible vers l'idée de désarmement pourrait être mal interprétée sur la scène intérieure, l'opinion publique n'étant pas prête à envisager un système où il n'y aurait « ni guerre, ni paix ». Bissell propose que la Fondation Ford ne s'engage pas publiquement dans un tel combat, mais qu'elle cherche à mettre en œuvre son idée, en rassemblant des données et en contactant des spécialistes en relations internationales. C'est dans ce contexte qu'Hoffman va rechercher l'ancien secrétaire adjoint à la Guerre, John J. McCloy (devenu, entre temps, président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement prédécesseur de la Banque mondiale), qui rejoint la Fondation avec un de ses collaborateurs Shepard Stone.

Selon Volker R. Berhahn, l'initiative de la Fondation Ford allait plus loin, dès les origines, que le simple développement « d'un contre poids à l'anticommunisme maccarthyste replié sur soi ou d'un combat de Guerre froide par des moyens plus subtils. Parce que les États-Unis étaient devenus une puissance mondiale mais que l'opinion publique n'était toujours pas prête pour les défis à venir, l'objectif était de créer les bases populaires d'une politique étrangère démocratique qui serait menée par les élites de la côte Est, et de s'assurer que ces élites ne perdraient pas de terrain face à la nouvelle résurgence des politiques populistes et de l'isolationnisme ».

Hoffman s'engage, dès l'été 1952, aux côtés de Dwight D. Eisenhower, candidat à l'élection présidentielle, espérant obtenir le poste de secrétaire d'État dans la nouvelle administration. Une équipe de la Fondation, sous la direction de Shepard Stone, rédige avec empressement le programme du candidat républicain tout en ménageant habilement les susceptibilités des démocrates. La tentative d'alliance échoue et, dès son entrée à la Maison-Blanche, Eisenhower nomme John Foster Dulles au poste de secrétaire d'État. Son frère, Allen Dulles, est lui nommé à la tête de la CIA, où il adopte une position très dure vis à vis de l'URSS, en développant la stratégie du « rollback » en Europe centrale<sup>4</sup>. Ces nominations sont un nouveau camouflet pour les projets de Hoffman, Kennan, Stone, McCloy, et Milton Katz. Ceux-ci continuent néanmoins de multiplier les contacts avec des intellectuels libéraux et des spécialistes en questions internationales pour conduire une stratégie plus diplomatique vis-à-vis de l'URSS. Au cours de ces rencontres, l'idée leur apparaît que les pays non-alignés pourraient constituer un bon terrain pour des projets pilotes élaborés par la fondation. Selon les archives des correspondances entre les différents responsables de la Fondation, John J. McCloy se demande à l'époque si « le travail que nous faisons n'est pas plus difficile (...) que de gouverner l'Allemagne ou d'essayer d'établir une communauté européenne ».

Au final, l'ensemble des entretiens menés par le groupe permet aux dirigeants de la fondation d'envisager qu'elle soit un « stimulant directeur » pour repenser la relation soviéto-états-unienne, d'après le rapport final de McCloy et Stone. Selon ce document, l'Europe occidentale serait une région clé dont la base institutionnelle doit être renforcée et où la Fondation Ford « pourrait sponsoriser de façon utile la création d'un institut ou d'une série d'instituts consacrés à l'étude des problèmes de la communauté européenne ». Ce projet s'intitule Programme Conditions pour la Paix. Un comité consultatif est créé, présidé par McCloy. Shepard Stone y occupe le poste de directeur. L'un de ses objectifs est d'élaborer une méthode qui permette « d'obtenir le soutien des socialistes d'Europe pour la paix internationale ». La fondation doit donc « envisager l'idée de rassembler les penseurs socialistes avancés de ces pays, des hommes qui ont du prestige au sein de leurs propres partis, d'étudier le problème de la coexistence et de proposer des solutions ».

Le programme suscite bien des ambitions personnelles. Au terme de luttes d'influence, il est placé sous la dépendance du Council on Foreign Relations (CFR)<sup>5</sup>, et Shepard Stone en devient un élément clé, en qualité de responsable de la Division aux affaires européennes et internationales de la Fondation Ford.

Quoi qu'il en soit, la Fondation est un outil que chaque département ministériel veut utiliser. Dès le 5 mai 1951, Hans Speier, de la Rand Corporation, envoie un mémorandum à Rowan Gaither dans lequel il révèle que le département d'État et le Haut commissariat civil en Allemagne (HICOG) souhaitent dissimuler leur soutien à des organisations en Allemagne de l'Ouest, afin qu'elles cessent d'apparaître comme inféodées à Washington. Ils cherchent donc, avec la CIA, à trouver des moyens pour acheminer des fonds de manière détournée. Le 20 mars 1952, Milton Katz fait circuler un mémorandum au sein de la direction de la fondation, dans lequel il rappelle l'importance particulière de l'Europe, au regard de la diplomatie états-unienne. Selon lui, l'Europe ne peut pas être envisagée « de façon constructive si ce n'est en tant que membre de la

---

<sup>4</sup> La stratégie du « rollback » consiste à forcer un reflux des positions russes en Europe centrale. Elle s'oppose à la doctrine de « containment », qui vise à figer l'état des forces en présence, et à empêcher toute expansion soviétique. Le « rollback » a remplacé le « containment » après la chute de l'URSS.

<sup>5</sup> Le 6 mai 1953, le Council on Foreign Relations organise, grâce à des financements de la fondation Ford, un séminaire consacré aux relations entre les États-Unis et l'URSS. Y sont présents : John J. McCloy (président), Henry L. Roberts (secrétaire à la recherche), John Blumgart (rapporteur), Henry L. Roberts (banquier d'investissement), Robert Amory (CIA), Robert Bowie (Département d'État), McGeorge Bundy (Harvard), Merle Fainsod (harvard), George S. Franklin Jr. (CFR), Howard Johnson (Fondation Ford), Devereux C. Josephs, J. Robert Oppenheimer (Insitute for Advanced Study, Princeton), Dean Rusk (président de la fondation Rockefeller), Shepard Stone et Henry M. Wriston (président de l'université de Brown).

communauté atlantique ». Dans ce contexte, il convient d'aider à la libération « des grands syndicats français et italiens de la poigne du communisme ». Katz énumère ensuite une série de projets de la fondation Ford, dont « la mise en place de l'équivalent du CDE (Comité pour le développement économique) pour l'Europe continentale ». Il termine par une liste de personnalités susceptibles de relayer l'action de la fondation : Jean Monnet, Oliver Franks, Hugh Gaitskell, Geoffrey Crowther, Robert Marjolin, Dirk Stikker et Dag Hammarskjöld. En mai 1953, Rowan Gaither rédige un mémorandum dans lequel il avance un nouveau principe : la fondation doit éviter « de faire des choses qui sont un doublon ou un substitut d'actions réelles du gouvernement ou d'autres agences ». Après tout, poursuit-il, « certaines des plus importantes opportunités de la Fondation (...) peuvent résider dans le fait de compléter les activités d'autres et notamment de les encourager et de les amener, notamment le gouvernement, à améliorer leurs activités ». L'articulation Gouvernement états-unien/Fondation Ford trouve ici son modus operandi.

Avec la fin du maccarthysme et le début de la coexistence pacifique, les querelles s'atténuent à Washington. La Ford ne se présente plus comme une alternative de la CIA, mais comme son partenaire. Richard Bissell Jr, quitte d'ailleurs la fondation pour prendre la direction opérationnelle du stay-behind. Tandis que la Ford assiste la CIA dans plusieurs grandes opérations.

Elle prend le relai de la CIA dans le financement du Congrès pour la liberté de la culture.

Elle confie une étude sur l'échec du traité de la Communauté européenne de défense en France à David Lerner et Raymond Aron, figure essentielle du Congrès.

Elle finance l'orchestre Hungarica Philharmonica, composé de musiciens contraints à l'exil à cause du stalinisme, et que la CIA veut ériger en symbole du monde libre.

Elle finance aussi l'American Committee on United Europe (l'ACUE), un faux-nez de la CIA chargé de favoriser la construction d'une Europe fédérale conforme aux intérêts de Washington. L'ACUE est présidé par l'ancien patron des services secrets de la période de Guerre mondiale et vice-présidée par le fondateur de la CIA.

L'action de la Ford auprès du Congrès pour la liberté de la culture est rendue possible, explique Grémion, par la proximité entre les acteurs qui constituent les deux entités. Tout comme le Congrès, la Ford est composée de « libéraux » (au sens états-unien du terme), donc de la gauche non-communiste. « Outil d'une diplomatie non gouvernementale, l'objectif de ses dirigeants [dans le domaine de l'art] est de donner une image de la culture américaine différente de l'assimilation fréquente à la culture populaire de masse ». En cela, « la Ford place ainsi dès le départ son action dans le cadre d'une pratique mécénale éclairée ». Dans le domaine économique, l'action de la fondation « s'inscrit dans le sillage réformiste du New Deal », ce qui lui vaut les faveurs des intellectuels du Congrès, qui sont en majorité des partisans de la planification et du Welfare State. Enfin, elle est orientée vers le développement des sciences sociales : Rowan Gaither estime qu'elles permettront un jour d'obtenir des résultats aussi brillants dans le domaine social que les sciences de l'ingénieur dans le domaine technique. La Ford finance en priorité les sciences sociales, avant les humanités et la médecine. Elle multiplie également les échanges universitaires et académiques, et les créations institutionnelles : elle finance le Centre de sociologie européenne de Raymond Aron, et le réseau de planificateurs Futuribles, de Bertrand de Jouvenel. Sa présence est tellement discrète que, d'après un mémorandum rédigé par Shepard Stone après un voyage en Europe, en 1954, la fondation est tenue en haute estime en Europe, « même dans les cercles d'extrême gauche du Parti travailliste britannique, le SPD allemand et auprès de nombreux intellectuels gauchistes en France ». L'admiration est réciproque : Shepard Stone est en effet très attirée par la haute culture européenne, qu'il oppose à la culture populaire états-unienne, et se sent proche des intellectuels du Congrès qui, après avoir critiqué le communisme, « mettent aujourd'hui en valeur les vertus de la liberté individuelle et d'une société libre ». Il finance donc des revues proches du Congrès, telles que Encounter, Preuves, et Forum.

Après plusieurs mois de conflits internes, Shepard Stone obtient la direction de l'ensemble du programme européen de la Ford mi-1956. L'activité de la fondation s'amplifie. Stone réclame 5 millions de dollars de budget supplémentaires, simplement pour le programme européen. Les révolutions hongroises et polonaises, réprimées en 1956 par les Soviétiques, convainquent l'ensemble des actionnaires d'accéder à ses demandes. Cet argent permet d'aider les réfugiés venus d'Hongrie ou de Pologne, et d'installer des structures pour les accueillir. La Fondation organise également des programmes de formation et d'étude pour des scientifiques venus du Pacte de Varsovie, invités pour cela aux États-Unis et en Europe occidentale. C'est là un petit jeu pervers tel que les aiment les services spéciaux : la CIA espère recruter des agents parmi les économistes, les chercheurs en sciences sociales et les experts invités par la Ford, tandis que le KGB pense envoyer des éléments fiables acquérir le savoir états-unien.

Dans le même temps, des programmes de promotion de la langue anglaise, d'études états-uniennes et de contacts entre le Japon et l'Europe sont lancés au Japon. La diplomatie philanthropique de la Ford devient

mondiale. Partout dans le monde, elle se charge de mettre en avant la culture états-unienne et de gagner à sa cause les non-alignés. En Afrique, la menace d'un alignement des pays nouvellement indépendants sur Moscou motive de nombreux programmes d'aide en leur direction, notamment en Algérie. Un programme agricole est également monté en Inde, avec l'aide d'investisseurs européens, que Shepard Stone a incité à créer des fondations sur le modèle de la Ford.

Au niveau universitaire, la fondation Ford finance le St Antony's College d'Oxford, spécialisé dans les sciences humaines, en 1959. Le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) reçoit également des subventions à partir de 1956, tout comme l'institut du physicien nucléaire danois, Niels Bohr. Ce dernier peut ainsi, avec l'approbation de la CIA, faire venir au Danemark des délégations de scientifiques polonais, soviétiques, et même chinois, officiellement pour les vertus du « dialogue scientifique ». Dans la foulée, l'université d'Oxford reçoit elle-même une subvention d'1 million de dollars en 1958, tout comme le Churchill College de Cambridge. En France, la Maison des sciences de l'homme, dirigée par Gaston Berger, reçoit 1 million de dollars en 1959, pour la création d'un centre de recherche en sciences sociales défendue par des universitaires tels que Fernand Braudel.

La révélation, en 1966 et 1967, du financement du Congrès pour la Liberté de la culture par la CIA jete le discrédit sur la Ford, par ricochet. L'idée d'un lien entre la Ford et les services secrets états-uniens se répand. Au-delà, c'est l'ensemble des activités prétendument philanthropiques, menées par la Fondation en Europe, qui sont regardées d'un œil nouveau : ne s'agit-il pas d'une formidable opération d'ingérence culturelle états-unienne ?

L'histoire de la Fondation Ford ne s'est pas arrêtée avec le scandale de 1967. Les activités qu'elle a conduites depuis, et qu'elle poursuit encore aujourd'hui, font l'objet du second volet de cette enquête : Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.